

*Date de dépôt: 4 octobre 2004*

*Messagerie*

## **Rapport**

**de la Commission des finances chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat attribuant une subvention extraordinaire de fonctionnement de 300 000 F en 2003 et une subvention cantonale annuelle de 350 000 F pour 2004 et 2005 à la Fondation Suisse du Service Social International**

### **Rapport de M. Antoine Droin**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Lors de sa séance du 8 septembre 2004, la Commission des finances a étudié ce projet de loi sous la présidence de M. David Hiler. Une précédente commission avait discuté de ce projet au début 2004 sous la présidence de M. Renaud Gautier. Le procès verbal a été tenu par M. Martin que nous remercions.

### **Introduction**

Existant depuis 1932, la branche suisse du Service Social International (SSI-CH) a pour mission de venir en aide aux enfants et aux familles séparés par-delà les frontières, lorsque ceux-ci, en raison d'une migration volontaire ou forcée ou d'autres problèmes sociaux de caractère international, doivent faire face à des difficultés personnelles, familiales, nécessitant une intervention socio-juridique coordonnée dans deux pays au moins, dont la Suisse. Les principaux dossiers traités concernent : l'adoption internationale, la recherche d'origine, les droits parentaux, les enlèvements internationaux d'enfants, les pensions alimentaires et les droits des étrangers. Un accent est

mis sur la prévention par le biais d'une consultation, unique en Suisse romande, destinées aux couples binationaux, toujours plus nombreux dans notre pays.

En 1994, le SSI-CH s'est constitué en Fondation pour une meilleure représentativité. Il ouvre un bureau à Zurich en 2001 en vue d'augmenter sa visibilité en Suisse alémanique et il collabore avec la DDC (direction du développement et de la coopération du DFAE) pour des programmes en Europe de l'Est. Il est fort de 10,8 postes (un poste de moins pour raison d'économie budgétaire que ce qui était mentionné dans l'exposé des motifs<sup>1</sup>). Le SSI est présent dans plus de 130 pays et a pour cadre juridique diverses conventions internationales ratifiées par la Suisse.

Bien que le SSI-CH dispense ses services dans toute la Suisse, les résidents du canton de Genève s'en attribuent 40%. Ainsi, sur un total de 937 situations traitées en 2001, 444 émanaient de notre canton<sup>2</sup> (en 2002 : 455), dont 210 cas en moyenne transmis par l'Etat lui-même et concernant, pour certains, des personnes insolubles résidentes dans le canton.

En dehors du suivi de situations individuelles, le SSI-CH mène divers projets, notamment dans le renforcement du réseau du SSI dans les pays en développement. Les financements de ces actions sont assurés par des fonds particuliers pour ne pas prélever les comptes de fonctionnement habituels de la Fondation. C'est dans ce cadre qu'est mené sur financement de la solidarité internationale et d'une fondation privée un projet d'appui au « Mineurs en déplacement et structures d'accueil en Afrique de l'Ouest », pour la période 2002 à 2004.

## **Les finances du SSI-CH**

Les activités sont financées partiellement par :

- les bénéficiaires (services cantonaux et communaux, services privés et particuliers solvables) ;
- des montants forfaitaires versés sur la base de conventions de prestations ou de clef de répartition (Confédération et cantons) fixée par la Conférence des Directeurs Cantonaux des Affaires Sociales (CDAS) ;

---

<sup>1</sup> Les salaires des juristes et des assistants sociaux sont en dessous des salaires accordés aux collaborateurs de l'Etat à fonctions équivalentes. En Suisse, environ 170 dossiers sont traités par collaborateurs/trices.

<sup>2</sup> Cet état de fait s'explique notamment par l'implantation du siège du SSI à Genève et par le caractère international de cette dernière..

- les apports de donateurs privés et de la Loterie Romande (occasionnellement).

Actuellement les sources de financement ne suffisent plus à couvrir les charges, depuis que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a revu ses dépenses et ses engagements à la baisse en Europe de l'Est, tout en cessant de subventionner le SSI depuis 2000. C'est ainsi que les déficits se sont accumulés sur les exercices comptables en 2001 et 2002, comblés par la dissolution des réserves et par l'apport extraordinaire de l'Etat de Genève d'une somme de 175 000 F.

Il est important ici de relever qu'un important bailleur de fonds, la Fondation Mercator, conditionne son engagement à un engagement équivalent au leur par les collectivités publiques, selon le principe du « un franc donné, un franc reçu ».

Malgré tous ces soutiens financiers, le SSI-CH est en danger. A défaut d'une contribution complémentaire, le SSI-CH serait contraint de réduire voire de cesser ses activités. L'Etat serait alors dans l'obligation de reprendre tout ou partie des prestations à son compte, ce qui engendrerait des coûts supplémentaires non négligeables.

### **Audition de MM. Francis Léonard et Rolf Widmer (respectivement président et directeur de la Fondation)**

Ces derniers précisent que le déficit prévu pour 2004 est de 292 000 F, sans avoir de solutions pour le diminuer. L'appui du canton Genève est donc absolument essentiel, car sur l'ensemble des dossiers dont le SSI-CH s'occupe (nous l'avons vu plus haut) 40% en sont issus. Pourtant, l'Etat de Genève participe aujourd'hui à raison de 23% seulement du coût des prestations. Le canton de Genève sera bientôt le seul canton romand à ne plus payer sa part, lorsque la convention avec le Groupement romand d'action sociale entrera en vigueur. La contribution du canton de Genève est cruellement nécessaire en elle-même, mais aussi parce que les autres cantons risqueraient de diminuer leurs subventions en observant que Genève ne finance plus le SSI-CH. Si le financement était obtenu, les prestations seront maintenues sans qu'une partie du personnel soit licenciée. De plus, les obligations vis-à-vis du réseau international pourront être remplies. Précisons enfin que les cantons suisses-allemands couvrent entièrement les frais de fonctionnement du bureau de Zurich.

## Discussion et vote

La commission discute âprement sur des propositions de diminution de la subvention, car certains commissaires souhaitent que la subvention du DEEE de 57 000 F pour le projet Afrique soit incorporée dans l'ensemble des subventions de fonctionnement. D'autres estiment, par contre, que ce financement est un projet à part et ne concerne justement pas le fonctionnement de la Fondation.

Il est relevé ensuite que le projet de loi doit être modifié puisque l'année 2003 est derrière nous. Le projet de loi ne peut donc prendre en considération que 2004 et 2005.

### *Le Président soumet au vote l'entrée en matière du projet de loi 9105*

Mis aux voix, l'entrée en matière est acceptée à l'unanimité par 12 voix (1 UDC, 3 L, 2 R, 1 PDC, 1 Ve, 3 S, 1 AdG)

Le Président suggère la modification du titre comme suit : « **Projet de loi attribuant une subvention cantonale annuelle de 350 000 F pour 2004 et 2005** »

Le Président soumet au vote sa proposition d'amendement de modification du titre

**Mis aux voix, sa proposition de modification est acceptée à l'unanimité par 12 voix (1 UDC, 3 L, 1 PDC, 2 R, 1 Ve, 3 S, 1 AdG)**

**Le Président suggère de supprimer l'article 1**

Le Président soumet au vote la suppression de l'article 1

**Mis aux voix, sa proposition de modification est acceptée à l'unanimité par 12 voix (1 UDC, 3 L, 1 PDC 2 R, 1 Ve, 3 S, 1 AdG)**

**Le Président suggère de supprimer l'article 2**

Le Président soumet au vote la suppression de l'article 2

**Mis aux voix, sa proposition de modification est acceptée à l'unanimité par 12 voix (1 UDC, 3 L, 1 PDC 2 R, 1 Ve, 3 S, 1 AdG)**

**Le Président suggère que le chapitre 2 devienne le chapitre 1.**

Le Président soumet au vote sa proposition

**Mis aux voix, sa proposition de modification est acceptée à l'unanimité par 12 voix (1 UDC, 3 L, 1 PDC, 2 R, 1 Ve, 3 S, 1 AdG)**

Des commissaires notent que si le canton de Genève traite 40% des cas pour un montant de 350 000 F, le coût total devrait s'élever à 875 000 F, pour 100% des cas. Il relève que les autres cantons payent 250 000 F et que la Confédération débourse 98 000 F. Pour 60% des cas, le coût s'élève donc à 348 000 F. Il propose que la subvention cantonale soit ajustée au pourcentage d'Etat de 40%.

Il est relevé que la règle de trois ne peut pas être appliquée dans le cas précis puisque les autres cantons ne procèdent pas uniquement par subvention. Des prestations de tiers sont facturées aux cantons qui payent les factures pour les prestations du SSI-CH, ce que Genève ne fait pas.

Des propositions diverses et variées sont faites, qui sont pour un montant de 250 000 F pour 2004 et de 300 000 F pour 2005, et qui sont pour un montant de 250 000 F pour 2004 et pour 2005.

Mais il est fortement relevé que, compte tenu des services rendus par le SSI-CH, il est pingre et mesquin de discuter sur de tels montants.

Le Président soumet au vote la proposition d'amendement accordant un montant de 250 000 F pour 2004-2005

**Mis aux voix, l'amendement est rejeté par 7 voix contre (1 AdG, 2 Ve, 3 S, 1 UDC), 1 abstention (1 R) et 5 voix pour (3 L, 1 R, 1 PDC)**

Le Président soumet au vote la proposition d'amendement accordant un montant de 250 000 F en 2004 et 300 000 F en 2005

**Mis aux voix, l'amendement est rejeté par 7 voix contre (1 AdG, 3 S, 2 Ve, 1 UDC) et 6 voix pour (3 L, 2 R, 1 PDC)**

Le Président soumet au vote l'approbation du projet de loi 9105

**Mis aux voix, le projet de loi est approuvé par 9 voix pour (1 AdG, 3 S, 2 Ve, 1 R, 1 PDC, 1 UDC) et 4 abstentions (3 L, 1 R)**

La Commission des finances vous invite dans sa grande majorité, Mesdames et Messieurs les députées et les députés, à accepter ce projet de loi.

## **Projet de loi (9105)**

### **attribuant une subvention cantonale annuelle de 350 000 F pour 2004 et 2005 à la Fondation Suisse du Service Social International**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
décrète ce qui suit :

## **Chapitre 1            Subvention de fonctionnement**

### **Art. 1            Subvention de fonctionnement**

Une subvention annuelle de 350 000 F est accordée, pour les exercices 2004 et 2005, à la Fondation Suisse du Service Social International.

### **Art. 2            Budget de fonctionnement**

Cette subvention est inscrite au budget de fonctionnement dès 2004 sous la rubrique 36.00.00.365.50.

## **Chapitre 2            Dispositions finales et transitoires**

### **Art. 3            Buts**

Cette subvention permet d'accorder le soutien financier nécessaire à la Fondation Suisse du Service Social International pour poursuivre ses activités auprès de la population genevoise et assurer sa pérennité.

### **Art. 4            Durée**

La subvention prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2005.  
Avant toute demande de renouvellement par le biais d'un projet de loi, la Fondation présente un rapport d'évaluation.

### **Art. 5            Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat**

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève du 7 octobre 1993, et de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques du 19 janvier 1995.

**Art. 6      Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

## ANNEXES

Projet de loi PL 9105 page 4/29

Domaine d'activités du SSI en 2002

|   | <b>Domaines d'activité</b> | <b>Nombre</b> | <b>Interventions brèves</b> | <b>Dossiers</b> |
|---|----------------------------|---------------|-----------------------------|-----------------|
| a | Adoption internationale    | 22            | 14                          | 8               |
| b | Recherche des origines     | 13            | -                           | 13              |
| c | Migration                  | 85            | -                           | 85              |
| d | Assurances sociales        | 8             | 4                           | 4               |
| e | Couples binationaux        | 27            | 22                          | 5               |
| f | Droits des étrangers       | 107           | 10                          | 97              |
| g | Droits parentaux           | 43            | 8                           | 35              |
| h | Enlèvements d'enfants      | 6             | 3                           | 3               |
| i | Protection de l'enfant     | 26            | 3                           | 23              |
| k | Pensions alimentaires      | 8             | 3                           | 5               |
| l | Divers                     | 19            | 4                           | 15              |
|   | <b>Total</b>               |               | 71                          | 293             |
|   |                            | 91            | 91                          |                 |
|   | <b>Total</b>               |               | <b>455 dossiers</b>         |                 |



## PRÉSENTATION SYNOPTIQUE DES PRESTATIONS DU SSI

| THÈMES                          | Nombre de cas pour<br>2002 = 1039 |       | BÉNÉFICIAIRES   | PRESTATIONS EN SUISSE  | PRESTATIONS À<br>L'ÉTRANGER   |
|---------------------------------|-----------------------------------|-------|---|--|---|
|                                 | cas                               | %     |   |  |   |
| <b>1. Enlèvements d'enfants</b> | 40                                | 2,7 % | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Parents victimes</li> <li>• Protection de la Jeunesse</li> <li>• Services sociaux</li> <li>• Autorité centrale</li> <li>• Avocats</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renseignements juridiques et pratiques concernant la prévention</li> <li>• Conseil sur les démarches à entreprendre après l'enlèvement d'enfant</li> <li>• Orientation vers les autorités et les services compétents</li> <li>• Coordination des diverses interventions</li> <li>• Soutien sur le plan psychologique et social du parent lésé</li> <li>• Informations sur le droit étranger</li> <li>• Maintien du contact avec l'enfant et les parents en Suisse</li> <li>• Organisation d'un soutien psychologique pour les enfants et les parents</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail de négociation auprès du parent ravisseur</li> <li>• Etablissement de rapports sociaux sur les conditions de vie de l'enfant</li> <li>• Organisation d'un suivi et d'une reprise de contact entre les membres de la famille séparée</li> <li>• Organisation du retour et du suivi de l'enfant</li> </ul> |
| <b>2. Enfants maltraités</b>    | 99                                | 9,6 % | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Particuliers</li> <li>• Autorités (services sociaux, service de protection de la jeunesse,</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contact avec les autorités compétentes afin que des mesures immédiates pour la protection de l'enfant soient prises</li> <li>• Coordination des diverses</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contact avec les autorités compétentes à l'étranger afin que les mesures immédiates de protection de l'enfant soient prises</li> </ul>   |

| THÈMES                                     | Nombre de cas pour<br>2002 = 1039 |     | BÉNÉFICIAIRES  | PRESTATIONS EN SUISSE  | PRESTATIONS À<br>L'ÉTRANGER  |
|--|-----------------------------------|-----|--|--|--|
|  | cas                               | %   |  |  |  |
| 3. Adoptions nationales et internationales | 123                               | 12% | <p>service du Tuteur Général etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Parents adoptifs</li> <li>• Personnes adoptées</li> <li>• Services de protection de la jeunesse</li> </ul> | <p>interventions</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information sur les procédures à suivre, les possibilités légales, les lieux d'accueil et de soutien</li> </ul> <p>1) Adoption :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations générales sur l'adoption (procédures administratives, lieux d'informations spécialisés...)</li> <li>• Aspects juridiques de l'adoption (législation suisse, législations étrangères, conventions internationales, reconnaissance de jugements d'adoption entre la Suisse et l'étranger....)</li> <li>• Publication d'une brochure sur les intermédiaires en adoption</li> <li>• Mise à disposition de documentation</li> </ul> <p>2) Recherches de parenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations sur les aspects législatifs et pratiques en Suisse</li> <li>• Informations sur les aspects législatifs et pratiques étrangers</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• établissement d'une enquête sociale sur la situation familiale afin que les autorités suisses puissent statuer dans l'intérêt de l'enfant.</li> </ul> <p>1) Adoption:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Obtention de documents officiels (ex. certificat de décès)</li> <li>• Rapport social sur le passé de l'enfant dans son pays d'origine / rapport social sur les conditions de vie des parents naturels de l'enfant et sur les raisons de l'abandon</li> <li>• Vérification du consentement à l'adoption des autorités du pays d'origine</li> <li>• Transmission de rapports d'évaluation sur les futurs parents adoptifs sur demande des autorités étrangères ou suisse (suissees de l'étranger)</li> <li>• Transmission de rapports de suivi du</li> </ul> |
|  | Recherches des origines           | 81  | 7,9%   |  |  |

| THÈMES                   | Nombre de cas pour<br>2002 = 1039 |      | BÉNÉFICIAIRES  | PRESTATIONS EN SUISSE  | PRESTATIONS À<br>L'ÉTRANGER  |
|--------------------------|-----------------------------------|------|--|--|--|
|                          | cas                               | %    |  |  |  |
| 4. Pensions alimentaires | 34                                | 3,4% | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créanciers privés</li> <li>• Bureaux d'avances et de recouvrement de pensions alimentaires</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations sur les difficultés (juridiques, psychologiques et pratiques) impliquées par ces recherches</li> <li>• Mise à disposition de documentation</li> <li>3) <b>Travail général</b><br/>Information / formation, concept sur la mise en œuvre de la convention de la Haye</li> </ul> | <p>placement de l'enfant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>2) Recherches de parenté : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recherche de membres de la famille d'origine à l'étranger</li> <li>• Soutien, conseil et accompagnement dans la démarche et la (re)prise de contact</li> </ul> </li> <li>• Intervention à l'amiable auprès du débiteur afin de renforcer son sentiment de responsabilité vis-à-vis de son enfant et arranger des modes de paiement</li> <li>• Rétablissement des liens entre le débiteur et son/ses enfant(s)</li> <li>• Evaluation de la situation personnelle et financière du débiteur</li> </ul> |

| THÈMES                                    | Nombre de cas pour<br>2002 = 1039 |    | BÉNÉFICIAIRES   | PRESTATIONS EN SUISSE   | PRESTATIONS À<br>L'ÉTRANGER |
|---|-----------------------------------|----|---|---|-----------------------------|
|   | cas                               | %  |   |   |                             |
| 5. Consultations pour couples binationaux | 51                                | 5% | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Personnes directement intéressées</li> <li>2. Entourage</li> <li>3. Services sociaux</li> </ol> | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Informations administratives et juridiques sur: <ul style="list-style-type: none"> <li>• formalités de mariage en Suisse et à l'étranger</li> <li>• droit du mariage, de la famille et du divorce suisse et étranger</li> <li>• droit de la nationalité suisse et étranger</li> <li>• droit suisse des étrangers</li> </ul> </li> <li>2. Orientation et conseil socio-culturels: <ul style="list-style-type: none"> <li>• religion</li> <li>• traditions</li> <li>• langue</li> <li>• conception de la famille</li> <li>• difficultés relationnelles</li> </ul> </li> </ol> |                             |

| THÈMES              | Nombre de cas pour<br>2002 = 1039 |       | BÉNÉFICIAIRES   | PRESTATIONS EN SUISSE  | PRESTATIONS À<br>L'ÉTRANGER  |
|---------------------|-----------------------------------|-------|---|--|--|
|                     | cas                               | %     |   |  |  |
| 6. Droits parentaux | 156                               | 15,2% | <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'enfant et les parents concernés</li> <li>• Services de protection de la jeunesse</li> <li>• Tribunaux</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information sur le droit suisse et étranger</li> <li>• Coordination des diverses interventions</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etablissement de rapports sociaux sur les situations familiales à l'étranger et transmission aux autorités compétentes afin qu'elles puissent décider en connaissance de cause et dans le meilleur intérêt de l'enfant</li> <li>• Rétablissement ou maintien du contact entre les membres de la famille</li> <li>• Soutien à la recherche de solutions pour faciliter les visites entre l'enfant et le parent séparé ainsi que pour parvenir à un arrangement entre les deux parents</li> </ul> |

| THÈMES   | Nombre de cas pour<br>2002 = 1039 |       | BÉNÉFICIAIRES   | PRESTATIONS EN SUISSE   | PRESTATIONS À<br>L'ÉTRANGER   |
|--|-----------------------------------|-------|---|---|---|
|  | cas                               | %     |   |   |   |
| 7. Mineurs non accompagnés (MNA)                   | 91                                | 8,9%  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Demandeurs d'asile mineurs non-accompagnés de leurs parents</li> <li>• Services de protection de la jeunesse, services du Tuteur Général</li> <li>• Polices cantonales des étrangers / offices cantonaux de la population</li> <li>• Office fédéral des réfugiés</li> <li>• Office fédéral des étrangers</li> <li>• CRA</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance juridique durant la procédure et le séjour en Suisse, sur mandat pour certains cantons</li> <li>• Aide au regroupement familial</li> <li>• Préparation du retour du MNA dans son pays d'origine ou dans un pays tiers.</li> </ul>                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recherche de la famille et de la parenté du mineur</li> <li>• Etablissement d'une enquête sociale sur la situation dans le pays d'origine, sur les possibilités d'accueil sur place, et proposition de mesures de soutien dans le pays d'origine du MNA</li> <li>• Aide au regroupement familial</li> <li>• Préparation du retour du MNA dans son pays d'origine ou dans un pays tiers</li> <li>• Mise en œuvre et supervision de mesures d'accompagnement dans le pays d'origine</li> </ul> |
| 8. Consultations en matière de droit des étrangers | 273                               | 26,3% | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etrangers vivant en Suisse et/ou leurs proches</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultations ponctuelles</li> <li>• Assistance juridique en matière de regroupement familial, de difficultés concernant les autorisations de résidence, d'asile, de naturalisation, d'apatridie</li> <li>• Coordination des diverses interventions</li> </ul> |   |

| THÈMES  | Nombre de cas pour<br>2002 = 1039 |      | BÉNÉFICIAIRES  | PRESTATIONS EN SUISSE   | PRESTATIONS À<br>L'ÉTRANGER |
|---|-----------------------------------|------|--|---|-----------------------------|
|   | cas                               | %    |  |   |                             |
| 9. Consultations en matière d'assurances sociales | 29                                | 2,8% | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etrangers vivant en Suisse</li> <li>• Suisses se préparant à immigrer à l'étranger</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultations</li> </ul> |                             |
| 10. Divers  | 62                                | 6,2% | Par exemple :<br>Changement de nom<br>SSI - Italie = 30 cas  | Obtention d'un document<br>Formation et études                    |                             |

# Effectif 2002 + Charges prévues 2003 et Budget 2004 avec ou sans projets de loi

| Charges                              | Charges prévues 2003 |                        | Charges prévues 2003   |                        | Budget 2004            |                        | Budget 2004            |                        |
|--------------------------------------|----------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
|                                      | Effectif 2002        | sans projet de loi Gve | sans projet de loi Gve | avec projet de loi Gve | sans projet de loi Gve | avec projet de loi Gve | sans projet de loi Gve | avec projet de loi Gve |
| Salaires et charges                  | 1'185'448.00         | 1'026'700.00           | 1'026'700.00           | 1'026'700.00           | 1'146'991.00           | 1'146'991.00           | 1'146'991.00           | 1'146'991.00           |
| Formations                           | 6'550.00             | 3'619.00               | 3'619.00               | 3'619.00               | 7'500.00               | 7'500.00               | 7'500.00               | 7'500.00               |
| Loyer et charges                     | 60'549.00            | 98'332.00              | 98'332.00              | 98'332.00              | 97'000.00              | 97'000.00              | 97'000.00              | 97'000.00              |
| Matériels, fournitures, entretien    | 44'470.00            | 27'912.00              | 27'912.00              | 27'912.00              | 30'000.00              | 30'000.00              | 30'000.00              | 30'000.00              |
| Mobilier et machines                 | 7'548.00             | 0.00                   | 0.00                   | 0.00                   |                        |                        |                        |                        |
| Frais installations ZH               | 17'182.00            | 0.00                   | 0.00                   | 0.00                   |                        |                        |                        |                        |
| Télécommunications                   | 36'302.00            | 21'200.00              | 21'200.00              | 21'200.00              | 25'000.00              | 25'000.00              | 25'000.00              | 25'000.00              |
| Frais postaux                        | 20'931.00            | 17'500.00              | 17'500.00              | 17'500.00              | 20'000.00              | 20'000.00              | 20'000.00              | 20'000.00              |
| Documentations                       | 11'614.00            | 6'800.00               | 6'800.00               | 6'800.00               | 7'000.00               | 7'000.00               | 7'000.00               | 7'000.00               |
| Frais bancaires                      | 1'184.00             | 1'000.00               | 1'000.00               | 1'000.00               | 1'000.00               | 1'000.00               | 1'000.00               | 1'000.00               |
| Informatiques                        | 47'730.00            | 23'000.00              | 23'000.00              | 23'000.00              | 15'000.00              | 15'000.00              | 15'000.00              | 15'000.00              |
| Traducteurs                          | 9'016.00             | 6'000.00               | 6'000.00               | 6'000.00               | 5'000.00               | 5'000.00               | 5'000.00               | 5'000.00               |
| Fiduciaire                           | 1'250.00             | 5'542.00               | 5'542.00               | 5'542.00               | 3'000.00               | 3'000.00               | 3'000.00               | 3'000.00               |
| Annonces                             | 3'306.00             | 616.00                 | 616.00                 | 616.00                 | 1'000.00               | 1'000.00               | 1'000.00               | 1'000.00               |
| Rapport annuel                       | 11'270.00            | 6'896.00               | 6'896.00               | 6'896.00               | 7'500.00               | 7'500.00               | 7'500.00               | 7'500.00               |
| Brochures                            | 27'782.00            | 0.00                   | 0.00                   | 0.00                   | 0.00                   | 0.00                   | 0.00                   | 0.00                   |
| Frais déplacements                   | 16'341.00            | 10'000.00              | 10'000.00              | 10'000.00              | 10'000.00              | 10'000.00              | 10'000.00              | 10'000.00              |
| Relations publiques                  | 3'408.00             | 6'800.00               | 6'800.00               | 6'800.00               | 5'000.00               | 5'000.00               | 5'000.00               | 5'000.00               |
| Cotisations                          | 1'060.00             |                        |                        |                        |                        |                        |                        |                        |
| Frais conseils                       | 5'836.00             | 7'000.00               | 7'000.00               | 7'000.00               | 5'000.00               | 5'000.00               | 5'000.00               | 5'000.00               |
| Assurances                           | 2'041.00             | 6'777.00               | 6'777.00               | 6'777.00               | 4'000.00               | 4'000.00               | 4'000.00               | 4'000.00               |
| Frais généraux                       | 20'097.00            | 7'500.00               | 7'500.00               | 7'500.00               | 10'000.00              | 10'000.00              | 10'000.00              | 10'000.00              |
| Création de provision                |                      |                        |                        |                        |                        |                        |                        |                        |
| Projet Est                           | 73'224.00            | 24'496.00              | 24'496.00              | 24'496.00              | 50'000.00              | 50'000.00              | 50'000.00              | 50'000.00              |
| Projet Afrique                       | 77'462.00            | 60'000.00              | 60'000.00              | 60'000.00              | 65'000.00              | 65'000.00              | 65'000.00              | 65'000.00              |
| Projet Bulgarie                      |                      | 150'000.00             | 150'000.00             | 150'000.00             | 700'000.00             | 700'000.00             | 700'000.00             | 700'000.00             |
| Projet centre compétence             | 9'668.00             | 0.00                   | 0.00                   | 0.00                   | 30'000.00              | 30'000.00              | 30'000.00              | 30'000.00              |
| Projets divers                       | 10'700.00            | 22'525.00              | 22'525.00              | 22'525.00              | 16'000.00              | 16'000.00              | 16'000.00              | 16'000.00              |
| Projet évaluation                    | 17'150.00            | 16'000.00              | 16'000.00              | 16'000.00              | 16'000.00              | 16'000.00              | 16'000.00              | 16'000.00              |
| Secrétariat général                  |                      | 68'462.00              | 68'462.00              | 68'462.00              |                        |                        |                        |                        |
| Charges sociales 2002 payées en 2003 |                      |                        |                        |                        |                        |                        |                        |                        |
| <b>Total</b>                         | 1'759'319.00         | 1'624'477.00           | 1'624'477.00           | 1'624'477.00           | 2'280'991.00           | 2'280'991.00           | 2'280'991.00           | 2'280'991.00           |

Chiffres arrondis au franc



# Effectif 2002 + Recettes prévues 2003 et Budget 2004 avec ou sans projets de loi

Commentaires

Recettes prévues 2003 sans projet de loi Gve

Recettes prévues 2004 avec projet de loi Gve

Recettes prévues 2004 sans projet de loi Gve

Effectif 2002 sans projet de loi Gve

## Produits

### Pouvoirs publics

|      |   |            |            |            |            |            |
|------|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| 6000 | Confédération                           | 100'000.00 | 98'000.00  | 98'000.00  | 120'000.00 | 120'000.00 |
| 6001 | Cantons sans Genève                     | 275'000.00 | 285'000.00 | 285'000.00 | 330'000.00 | 330'000.00 |
| 6002 | Communes                                | 52'000.00  | 65'000.00  | 65'000.00  | 60'000.00  | 60'000.00  |
| 6001 | Canton de Genève DIP subv. Extr.        | 175'000.00 | 0.00       | 0.00       | 0.00       | 0.00       |
| 6005 | Canton de Genève financé par Dept. A.S. | 50'000.00  | 50'000.00  | 50'000.00  | 50'000.00  | 0.00       |
| 6001 | Projet de loi Canton de Genève          | 0.00       | 0.00       | 250'000.00 | 0.00       | 350'000.00 |

### Recettes propres

|      |                         |            |            |            |            |            |
|------|-------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 6100 | Facturation             | 118'286.00 | 160'000.00 | 160'000.00 | 186'000.00 | 186'000.00 |
| 6500 | Projets et publications | 14'512.00  | 7'000.00   | 7'000.00   | 10'000.00  | 10'000.00  |
| 6600 | Manifestation           | 1'341.00   | 0.00       | 0.00       | 10'000.00  | 10'000.00  |
| 6130 | Divers                  | 965.00     | 355.00     | 355.00     |            |            |

### Dons

|      |                 |            |            |            |           |           |
|------|-----------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|
| 6310 | Amis            | 15'625.00  | 12'000.00  | 12'000.00  | 10'000.00 | 10'000.00 |
| 6309 | Sponsor         | 69'650.00  | 67'800.00  | 67'800.00  | 30'000.00 | 30'000.00 |
| 6312 | Mercator        | 222'314.00 | 187'000.00 | 187'000.00 |           |           |
| 6311 | Loterie romande | 180'000.00 |            |            |           |           |

### Projets

|  |                                    |           |           |            |            |           |
|--|------------------------------------|-----------|-----------|------------|------------|-----------|
|  | Mercator pour projet Divers        |           |           | 100'000.00 | 100'000.00 |           |
|  | Mercator pour projet Est           | 73'224.00 | 50'000.00 | 50'000.00  | 50'000.00  | 50'000.00 |
|  | Mercator pour projet Afrique       | 77'462.00 | 58'000.00 | 58'000.00  | 55'000.00  | 55'000.00 |
|  | Etat de Genève pour projet Afrique | 0.00      | 60'000.00 | 60'000.00  | 57'000.00  | 57'000.00 |

### Mandats

|      |  |            |            |            |            |            |
|------|--|------------|------------|------------|------------|------------|
| 6202 | DEZA projet Bulgarie   | 150'000.00 | 150'000.00 | 150'000.00 | 700'000.00 | 700'000.00 |
| 6202 | DEZA Bulgarie (F.G. SSI)                                       | 0.00       | 69'000.00  | 69'000.00  | 60'000.00  | 60'000.00  |
| 6206 | DEZA secrétaire  | 0.00       | 20'000.00  | 20'000.00  | 20'000.00  | 20'000.00  |
| 6204 | Consulting (R.W.)  | 647'116.00 | 20'000.00  | 20'000.00  | 20'000.00  | 20'000.00  |
| 6203 | Fachstelle   | 50'181.00  | 50'000.00  | 50'000.00  | 75'000.00  | 75'000.00  |
| 6005 | Documentaliste financé par direction protection de la jeunesse | 45'000.00  | 45'000.00  | 45'000.00  | 45'000.00  | 0.00       |

### Total

Dissolution de provision

|                  |  |              |              |              |              |              |
|------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                  |  | 1'565'276.00 | 1'465'155.00 | 1'715'155.00 | 1'988'000.00 | 2'243'000.00 |
|                  |  | 72'085.00    |              |              |              |              |
| <b>Total</b>     |  | 1'637'363.00 | 1'465'155.00 | 1'715'155.00 | 1'988'000.00 | 2'243'000.00 |
| Bénéfice / Perte |  | -101'956.00  | -159'322.00  | 90'678.00    | -292'991.00  | -37'991.00   |

# Fondation Suisse du Service Social Internationales

## Budget prévisionnel 2004 et Recettes estimées en 2003



| Charges                                | Budget 2004         |                   | Estimations 31.12.03 |                   | Projets           |                   |
|--|---------------------|-------------------|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | Bureau Genève       | Bureau Zurich     | Bureau Genève        | Bureau Zurich     | Bureau Genève     | Bureau Zurich     |
| 3000 Salaires                          | 953'823.00          | 207'637.00        | 476'410.00           | 187'440.00        | 476'410.00        | 187'440.00        |
| 3002 Charges                           | 193'166.00          | 44'800.00         | 148'856.00           | 55'404.00         | 148'856.00        | 55'404.00         |
| 3010 Formations                        | 7'500.00            | 1'875.00          | 2'714.00             | 905.00            | 2'714.00          | 905.00            |
| 3100 Loyer et charges                  | 97'000.00           | 61'200.00         | 61'200.00            | 25'000.00         | 61'200.00         | 25'000.00         |
| 3200 Matériels, fournitures, entretien | 30'000.00           | 17'000.00         | 15'896.00            | 9'211.00          | 15'896.00         | 9'211.00          |
| 3204 Télécommunications                | 25'000.00           | 13'600.00         | 13'515.00            | 5'300.00          | 13'515.00         | 5'300.00          |
| 3206 Frais postaux                     | 20'000.00           | 14'500.00         | 13'125.00            | 4'375.00          | 13'125.00         | 4'375.00          |
| 3208 2004                              | 7'000.00            | 5'250.00          | 5'100.00             | 1'700.00          | 5'100.00          | 1'700.00          |
| 3210 Frais bancaires                   | 1'000.00            | 750.00            | 750.00               | 250.00            | 750.00            | 250.00            |
| 3300 Informatiques                     | 15'000.00           | 7'500.00          | 9'200.00             | 11'500.00         | 9'200.00          | 11'500.00         |
| 3302 Traducteurs                       | 5'000.00            | 3'750.00          | 4'500.00             | 1'500.00          | 4'500.00          | 1'500.00          |
| 3308 Fiduciaire                        | 3'000.00            | 2'250.00          | 4'156.00             | 1'386.00          | 4'156.00          | 1'386.00          |
| 3401 Annonces                          | 1'000.00            | 1'000.00          | 616.00               | 616.00            | 616.00            | 616.00            |
| 3402 Rapport annuel                    | 7'500.00            | 5'625.00          | 5'022.00             | 1'674.00          | 5'022.00          | 1'674.00          |
| 3403 Brochures                         | 0.00                | 0.00              | 0.00                 | 0.00              | 0.00              | 0.00              |
| 3500 Frais déplacements                | 10'000.00           | 2'500.00          | 2'500.00             | 2'500.00          | 2'500.00          | 2'500.00          |
| 3502 Relations publiques               | 5'000.00            | 3'750.00          | 5'100.00             | 1'700.00          | 5'100.00          | 1'700.00          |
| 3506 Frais conseils                    | 5'000.00            | 2'500.00          | 3'500.00             | 1'750.00          | 3'500.00          | 1'750.00          |
| 3507 Assurances                        | 4'000.00            | 3'000.00          | 5'083.00             | 1'694.00          | 5'083.00          | 1'694.00          |
| 3509 Frais généraux                    | 10'000.00           | 6'000.00          | 4'900.00             | 1'875.00          | 4'900.00          | 1'875.00          |
| 3600 Projet Est                        | 50'000.00           | 2'500.00          | 24'496.00            | 0.00              | 24'496.00         | 0.00              |
| 3601 Projet Afrique                    | 85'000.00           | 0.00              | 60'000.00            | 0.00              | 60'000.00         | 0.00              |
| 3603 Projet Bulgarie                   | 700'000.00          | 0.00              | 150'000.00           | 0.00              | 150'000.00        | 0.00              |
| 3604 Projets divers                    | 30'000.00           | 0.00              | 22'525.00            | 0.00              | 22'525.00         | 0.00              |
| 35061 Secrétaire général               | 16'000.00           | 12'000.00         | 12'000.00            | 4'000.00          | 12'000.00         | 4'000.00          |
| Charges soci. 2002 payées en 2003      |                     |                   | 68'462.00            | 15'746.00         | 42'446.00         | 15'746.00         |
| <b>Total</b>                           | <b>2'280'991.00</b> | <b>837'777.00</b> | <b>836'189.00</b>    | <b>334'910.00</b> | <b>836'189.00</b> | <b>334'910.00</b> |
|  |                     |                   |                      |                   |                   | <b>453'378.00</b> |

### Remarques :

Ce budget prévoit un staff réduit pour assurer l'urgence de notre mission. Pour assurer le travail professionnel transnational et le développement, nous devrions augmenter nos ressources dans les domaines suivants : GE : Assistant social : 50 %, Secrétaire 40 %, Comptabilité 10 %, Relation publique 25 %, Direction 20 %, ZH : Assistant social : 40 %, Secrétaire 25 %, Direction 10 %, Projet : 1 collaborateur 50 %

Ces postes peuvent seulement être réalisés si le canton de GE et la Confédération nous assurent des subventions

# Fondation Suisse du Service Social International

## Budget prévisionnel 2004 et Recettes estimées en 2003



| Produits                            | Budget 2004   |               | Recettes prévues 31.12.03 |               | Projets    |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------------------|---------------|------------|
|                                     | Bureau Genève | Bureau Zurich | Bureau Genève             | Bureau Zurich |            |
| <b>Pouvoirs publics</b>             |               |               |                           |               |            |
| 6000 Confédération                  | 120'000.00    | 30'000.00     | 99'000.00                 | 74'250.00     | 24'750.00  |
| 6001 Cantons sans Genève            | 330'000.00    | 180'000.00    | 295'000.00                | 123'879.00    | 171'121.00 |
| 6002 Communes                       | 60'000.00     | 32'000.00     | 65'000.00                 | 35'000.00     | 30'000.00  |
| 6005 Canton de Genève               | 50'000.00     | 0.00          | 50'000.00                 | 50'000.00     |            |
| 6005 Genève recette extraordinaire  |               |               | 250'000.00                | 250'000.00    |            |
| <b>Recettes propres</b>             |               |               |                           |               |            |
| 6100 Facturation                    | 186'000.00    | 140'000.00    | 160'000.00                | 120'000.00    | 40'000.00  |
| 6500 Projets et publications        | 10'000.00     | 5'000.00      | 7'000.00                  | 3'500.00      | 3'500.00   |
| 6600 Manifestation                  | 10'000.00     | 5'000.00      | 0.00                      | 0.00          | 0.00       |
| 6130 Divers                         |               |               | 355.00                    | 355.00        |            |
| <b>Dons</b>                         |               |               |                           |               |            |
| 6310 Amis                           | 10'000.00     | 7'500.00      | 12'000.00                 | 9'000.00      | 3'000.00   |
| 6309 Sponsor                        | 30'000.00     | 22'500.00     | 67'800.00                 | 50'850.00     | 16'950.00  |
| 6312 Mercator                       |               |               | 295'000.00                | 145'000.00    | 50'000.00  |
| 6313 Subv.et encais. Projet Afrique | 57'000.00     |               | 60'000.00                 |               | 100'000.00 |
| 6311 Loterie Romande                |               |               |                           |               | 60'000.00  |
| 6312 Rés. Mercator projets 2004     | 205'000.00    |               |                           |               |            |
| <b>Mandats</b>                      |               |               |                           |               |            |
| 6201 DEZA Projet Bulgarie           | 700'000.00    |               | 150'000.00                |               | 150'000.00 |
| 6202 DEZA Bulgarie ( F.G. SSI )     | 60'000.00     |               | 69'000.00                 |               | 69'000.00  |
| 6206 DEZA secrétariat               | 20'000.00     |               | 20'000.00                 |               | 20'000.00  |
| 6204 Consulting R.W.                | 20'000.00     |               | 20'000.00                 |               | 20'000.00  |
| 6203 Fachstelle                     | 75'000.00     |               | 50'000.00                 |               | 50'000.00  |
| 6005 Documentaliste                 | 45'000.00     |               | 45'000.00                 |               | 45'000.00  |
| <b>Total</b>                        | 1'988'000.00  | 547'000.00    | 1'715'155.00              | 861'834.00    | 339'321.00 |
| <b>Bénéfice / Perte</b>             | -292'991.00   | -290'777.00   | 90'678.00                 | 25'645.00     | 4'411.00   |

\*\* Le projet Bulgarie fait l'objet d'une comptabilité séparée du SSI  
Le compte 6201 est entièrement prévu pour les dépenses de la mise en oeuvre du projet en Bulgarie même.

\*\*\* Le bénéfice prévu pour 2003 est dû à un don extraordinaire de 295'000.- de la fondation Mercator

**Secrétariat du Grand Conseil****PL 9105***Projet présenté par le Conseil d'Etat**Date de dépôt: 23 octobre 2003**Messagerie***Projet de loi****attribuant une subvention extraordinaire de fonctionnement de 300 000 F en 2003 et une subvention cantonale annuelle de 350 000 F pour 2004 et 2005 à la Fondation Suisse du Service Social International**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

**Chapitre 1 Subvention extraordinaire de fonctionnement****Art. 1 Subvention extraordinaire de fonctionnement**

Une subvention extraordinaire de fonctionnement de 300 000 F est accordée en 2003 à la Fondation Suisse du Service Social International.

**Art. 2 Budget de fonctionnement**

Cette subvention ne figure pas au budget de fonctionnement 2003. Elle sera comptabilisée en 2003 sous la rubrique 36.00.00.365.50.

**Chapitre 2 Subvention de fonctionnement****Art. 3 Subvention de fonctionnement**

Une subvention annuelle de 350 000 F est accordée, pour les exercices 2004 et 2005, à la Fondation Suisse du Service Social International.

**Art. 4 Budget de fonctionnement**

Cette subvention est inscrite au budget de fonctionnement dès 2004 sous la rubrique 36.00.00.365.50.

**Chapitre 3 Dispositions finales et transitoires****Art. 5 Buts**

Cette subvention permet d'accorder le soutien financier nécessaire à la Fondation Suisse du Service Social International pour poursuivre ses activités auprès de la population genevoise et assurer sa pérennité.

**Art. 6 Durée**

La subvention prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2005.

Avant toute demande de renouvellement par le biais d'un projet de loi, la Fondation présente un rapport d'évaluation.

**Art. 7 Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat**

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève du 7 octobre 1993, et de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques du 19 janvier 1995.

**Art. 8 Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Certifié conforme

Le chancelier d'Etat : Robert Hensler